

**GREPACEC**



**CARSOC**

**INSTITUT POUR LA RECONSTRUCTION DE LA SOCIÉTÉ  
CONGOLAISE (IRSC)**

*Projet PPRN - Politiques Publiques pour la Reconstruction Nationale*

**PISTES DE STRATÉGIE POUR LA PAIX À  
L'EST DE LA R.D. CONGO (NORD-KIVU ET  
ITURI) EN VUE DES ÉLECTIONS DE 2023**

Document Synthèse

= Mars 2023 =

# Contenu

Introduction .....	3
Brève présentation du projet PPRN .....	4
Le contexte .....	5
Pistes de stratégie pour la paix à l'est de la RDC.....	6
Recommandations .....	10
Conclusion .....	10

**Dr. Ndungo VK (Ph.D., MBA)**

***Directeur IRSC***

**[dr.ndungo.vk@gmail.com](mailto:dr.ndungo.vk@gmail.com)**

**+1 514 970 8392 (Tél. - WhatsApp)**

## **Introduction**

Les élections générales (présidentielles, législatives -nationales, provinciales- et locales) programmées en République Démocratique du Congo en 2023 sont gravement menacées par la poursuite des conflits armés dans la partie orientale du pays, principalement dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu.

Il est de ce fait urgent que les autorités et le peuple congolais, conjointement avec les acteurs étatiques régionaux et internationaux prennent des initiatives pertinentes pour aboutir le plus vite possible à une cessation des hostilités, au retour dans leurs domiciles des personnes déplacées internes et réfugiées dans les pays voisins et à l'organisation des opérations pré-électorales en cours dans les territoires de ces provinces.

Les pistes de stratégie pour la paix à l'est de la R.D. Congo présentées dans ce document constituent une contribution à ces initiatives, tenant compte des réalités actuelles de ces conflits.

## I. BRÈVE PRÉSENTATION DU PROJET PPRN ET IRSC

Ce document est rédigé dans le cadre du projet PPRN - Politiques Publiques de Reconstruction Nationale – de l'Institut pour la Reconstruction de la Société Congolaise (IRSC).

Le projet PPRN - Politiques Publiques de Reconstruction Nationale - vise à proposer aux acteurs politiques (notamment les dirigeants, mais aussi aux aspirants dirigeants ayant le potentiel d'accéder au pouvoir à brève échéance) des stratégies générales et sectorielles pertinentes de reconstruction institutionnelle et socio-économique de la R.D. Congo.

Le Projet PPRN est l'un des trois projets d'intervention mis en œuvre par l'Institut pour la Reconstruction de la Société Congolaise (IRSC) visant à contribuer à la réingénierie de la R.D. Congo ( [www.changecongordc.org](http://www.changecongordc.org) ). Celui-ci est un programme porté conjointement par le Groupe de Recherches sur la Paix et la Construction de l'État en R.D. Congo (GREPACEC) et le Centre d'Appui au Renforcement de la Société Civile en R.D. Congo (CARSOC). Il remplace le Programme « Élections R.D. Congo – 2023 » de la Société Civile Congolaise ( [www.changecongo.org](http://www.changecongo.org) ) lancé en juin 2022. Ce changement vise à tenir compte du fait que les objectifs et les activités assignés à ce dernier s'inscrivent dans un contexte et une durée qui dépassent le seul cadre de ces élections.

Les deux autres projets d'intervention visant la réingénierie de la société congolaise sont:

1. Le projet MRSC - Mouvement pour la Reconstruction de la Société Civile, en charge des actions visant à reconstruire une société civile militante pour construire la démocratie et la bonne gouvernance.
2. Le projet MCCP - Mouvement Social pour le Changement de la Classe Politique, en charge des actions visant à générer une dynamique pour le renouvellement de la classe politique congolaise.

L'IRSC va également déployer des projets de recherches qui visent la compréhension de diverses réalités courantes de la société congolaise, ainsi que celles du passé qui continuent à impacter cette dernière.

## **II. LE CONTEXTE**

La RDC vit depuis presque dix mois une situation de guerre ouverte contre le mouvement rebelle M23, soutenu par le Rwanda et l'Ouganda, qui a déjà conquis une grande partie des territoires de la province du Nord-Kivu et continue sa progression. Plusieurs dizaines de groupes armés (plus de 120) y sont également actifs, parmi lesquels certains entretiennent une insécurité endémique, tandis que d'autres défendent leurs communautés respectives. Ces combats ont fait fuir des millions de personnes de leurs foyers, leur imposant des conditions de vie misérables.

Plus au nord de la même province, dans le territoire de Beni et Lubero, en plus des groupes armés locaux, c'est le groupe islamiste ADF d'origine initialement ougandaise qui y sème la terreur en vidant les villages et tuant les habitants depuis 2014.

Dans la province du Sud-Kivu voisine, des milices locales et celles provenant du Burundi y sèment la terreur constamment sur les populations civiles.

Dans la province de l'Ituri, au nord-est du pays, des guerres intertribales et des massacres commis par des groupes armés sur des populations s'y produisent depuis plusieurs années et s'y sont accentués depuis les deux dernières années.

D'autres groupes armés sont actifs dans les provinces du Katanga, Bandundu et Bas-Congo où ils terrorisent sporadiquement les populations.

C'est autant dire que l'État congolais a du mal à affirmer son autorité sur une grande partie de son territoire.

Par ailleurs, ces différents conflits pourraient exclure beaucoup des populations locales des prochaines élections et affecter ainsi leurs représentativités dans les

institutions tout comme la légitimité de celles-ci et leurs animateurs. Ce qui pourrait conduire à la reproduction des conflits armés.

Dans tous ces conflits de l'est de la RDC, l'armée congolaise (FARDC) a suffisamment montré ses limites. Les forces armées des Nations-Unies qui y sont présentes en grand nombre, dans le cadre de la Mission des Nations-Unies pour la Stabilisation du Congo (MONUSCO), s'y comportent également en spectatrices, ce qui leur vaut de s'attirer la colère des populations locales. Face à cette situation, le Président congolais a fait appel aux forces de l'EAC (Est African Community); mais celles déjà déployées depuis plusieurs mois ne font guère mieux. Dans les territoires de Beni et Lubero ainsi qu'en Ituri, les forces armées ougandaises (UDPF) y sont déployées depuis deux ans sur invitation des autorités congolaises pour y prêter main forte aux FARDC. Là non plus, il n'y a pas de gains palpables en termes de sécurité.

Que faire face aux revendications croissantes des populations et certaines élites (civiles et politiques) demandant le départ de toutes les forces étrangères (MONUSCO, EAC, UDPF) faute de résultats, alors qu'en parallèle il est illusoire d'espérer que les FARDC se réorganisent à court terme pour relever les défis sécuritaires, rétablir l'autorité de l'État et assurer la protection de l'intégrité territoriale?

### **III. LES PISTES DE SOLUTION POUR LA PAIX À L'EST DE LA RDC**

#### **1. Créer un consensus national autour de la présence des forces armées internationales et de la solution aux conflits à l'est de la RDC**

Pour faire face à l'insécurité à l'est du pays, le chef de l'État congolais a, d'abord, invité les forces armées ougandaises (UDPF). Il a, ensuite, avalisé le déploiement des forces armées de l'EAC après avoir fait adhérer le pays à cette communauté. Les projets de ces invitations avaient déjà fait l'objet de vives critiques au sein de la population et des forces vives. Maintenant que tout le monde, y compris le chef de l'État lui-même et son gouvernement, fait le constat de l'inefficacité de ces

forces et que la violence des populations monte à leur égard, il est impossible de ne pas soumettre à l'examen la question de leur présence sur le territoire national.

Au Nord-Kivu, il existe actuellement sur terrain trois grandes armées (FARDC, MONUSCO, EAC) parmi lesquelles seules les FARDC sont engagées, avec des milices locales d'auto-défense, dans des opérations de combat contre les rebelles du M23, sans résultats probants suite aux multiples faiblesses de cette armée. A ce stade, ce n'est donc pas la présence des deux autres forces (MONUSCO et EAC) qui pose problème, mais leur non-engagement offensif en soutien aux FARDC.

Tenant compte des faiblesses endémiques actuelles des FARDC qui ne peuvent être résolues dans le court terme, il ne saurait donc être question de céder à la tentation de réclamer le départ de la MONUSCO ou de l'EAC du territoire national, mais plutôt de travailler à obtenir l'application d'un mandat offensif de leur part.

C'est pourquoi, vu la crise de confiance actuelle envers ces forces armées étrangères de la part des populations et de différentes forces vives, il appartient au chef de l'État de prendre des initiatives fortes pour créer un consensus national autour de la présence des forces armées internationales et de la solution aux conflits armés à l'est du pays. Les moyens qu'il peut mettre en œuvre à cet effet sont à la portée de ses mains : rapprochement et concertation avec les acteurs socio-politiques majeurs du pays.

## **2. Intégrer toutes les forces armées internationales présentes en RDC dans une stratégie commune de combat contre tous les groupes armés**

Les FARDC, les militaires de la MONUSCO et ceux de l'EAC doivent former une force de frappe intégrée et coordonnée en vue de combattre les rebelles du M23 et toutes les autres milices locales et étrangères. Le gouvernement congolais doit travailler fort diplomatiquement à obtenir une telle intégration et coordination ainsi que des mandats d'engagement offensifs et du financement pour ces forces. Il devrait également, vu l'ampleur de la tâche et la confiance érodée envers les deux

forces déjà présentes sur terrain, travailler à obtenir l'implication militaire des pays de la SADC (South African Development Community) qui, d'ailleurs, ont déjà l'expérience du terrain pour avoir vaincu en 2013 les mêmes rebelles du M23. La participation de ces pays à la force multinationale pourrait également tempérer ou contrecarrer les velléités de certains pays membres de l'EAC sur la RDC.

La constitution d'une telle force intégrée et robuste pourrait suffire à elle seule à convaincre les rebelles et milices du Nord-Kivu, Sud-Kivu et Ituri à déposer les armes. Les combats n'y seraient dès lors engagés que contre des groupes récalcitrants. Une attention particulière devra par la suite être portée à éliminer le groupe islamiste ADF.

### **3. Impliquer le Rwanda comme partie prenante de la force multinationale**

Le Rwanda est déjà partie prenante au conflit au Nord-Kivu à travers son soutien au M23 sur fond des revendications d'éliminer la menace des FDLR et de protection des populations tutsi du Congo, au-delà d'autres raisons. Suite à ce soutien, le gouvernement congolais a réclamé que les forces armées rwandaises soient exclues des forces de l'EAC déployées au Congo.

Au contraire, malgré la polémique et les ressentiments que cela pourrait susciter, l'intégration des forces armées rwandaises à la force multinationale permettra non seulement de mettre les autorités rwandaises en confiance, mais aussi d'éliminer leurs revendications avouées dans la mesure où cette force combattra également les FDLR ainsi que les milices locales qui s'attaquent aux populations civiles, parmi lesquelles les tutsi congolais. Par ailleurs, il sera difficile au Rwanda de prendre part à la force multinationale tout en continuant à combattre aux côtés du M23. Bien d'autres États membres de la force internationale ne l'accepteront pas. Ainsi, avec la cessation du soutien du Rwanda au M23, celui-ci sera obligé de déposer les armes.

#### **4. Cantonner les combattants et négocier pour fixer leur avenir**

Après la cessation des hostilités dans les territoires respectifs, le gouvernement congolais entamera alors des négociations politiques avec les groupes armés congolais pour déterminer les solutions à proposer à leurs combattants. Cette solution devra également s'intégrer dans une stratégie d'urgence de relance socio-économique capable d'offrir à ces derniers des alternatives de carrières professionnelles et d'amélioration de leur bien-être (voir la stratégie d'urgence de relance socio-économique – [www.changeconcordc.org](http://www.changeconcordc.org) ).

Pour ce qui est des groupes armés étrangers, les gouvernements de leurs pays d'origine et la communauté internationale devraient engager le même processus pour aboutir dans le plus bref délai à leur rapatriement, sinon à leur relocalisation en dehors de la RDC.

#### **5. Rétablir les administrations locales et lever l'état de siège au Nord-Kivu et Ituri**

La fin des hostilités devra être suivie rapidement de la réinstallation des autorités civiles dans leurs communautés respectives, avec déploiement des FARDC et des forces internationales pour assurer la sécurité de tout le monde. La levée de l'état de siège devra aussi se faire dans le plus bref délai en rétablissant les administrations civiles.

#### **6. Organiser le retour des déplacés et réfugiés**

Le retour des déplacés internes dans leurs communautés respectives devra se faire rapidement au fur et à mesure de la sécurisation des villages. Pour ce qui est des réfugiés dans les pays frontaliers, il faudra également amorcer le plus tôt possible la préparation de leur retour en collaboration avec différents partenaires concernés.

#### **7. Organiser les opérations électorales en cours**

L'un des objectifs de s'atteler à restaurer rapidement la paix à l'est de la RDC est de permettre la participation des populations locales aux opérations électorales,

mais également de priver ceux qui le voudraient des raisons de reporter les élections ou de les gagner en excluant une grande partie d'électeurs qui leur seraient hostiles.

Le déploiement rapide des FARDC et de la force internationale sur le terrain permettra de sécuriser l'organisation des opérations en cours préparatoires aux élections, et cela même si la paix n'est pas totalement recouvrée.

#### **8. Terminer la présence des forces internationales lorsque les conditions le permettront**

Ultimement, les forces étrangères devront se retirer. Cela devrait néanmoins se faire en fonction d'indices de perspectives durables de paix et de rétablissement de l'autorité de l'État congolais sur le terrain.

### **IV. RECOMMANDATIONS**

1. Le chef de l'État congolais devrait reconnaître qu'il est temps de consulter la nation et de corriger la stratégie sécuritaire à l'est du pays.
2. Le chef de l'État devrait s'engager activement à créer les conditions de l'unité nationale de toutes les forces socio-politiques autour de la gestion des problèmes sécuritaires à l'est du pays et arrêter d'intégrer des calculs de politique intérieure dans cette gestion.
3. Les acteurs sociaux et politiques devraient coupler leurs critiques de la gestion par le chef de l'État de la crise sécuritaire à l'est du pays par des propositions de solutions alternatives concrètes et réalistes.

### **V. CONCLUSION**

Le simple changement de perspective dans la gestion de la question sécuritaire à l'est du pays, qui ne demande pas de grands efforts, aurait l'avantage de souder la nation congolaise autour du chef de l'État pour défendre l'intégrité territoriale. En attendant la cessation des hostilités par n'importe quelle voie, une telle unité nationale serait déjà une victoire en soi de tous les congolais sur leurs ennemis.